

## Immigration

## Un demi-million de réfugiés vivent en France

La France a retrouvé en 2022 un nombre de demandeurs d'asile similaire à celui de 2019. Le taux de protection, en hausse, dépasse désormais 41 %, selon le rapport annuel de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), publié ce lundi.

La France redevient assez modestement une terre d'asile malgré des frontières européennes de plus en plus infranchissables. Le seuil du demi-million de réfugiés a été dépassé en 2022.

La France a accueilli près de 550 000 étrangers bénéficiant du statut de réfugié, selon le rapport annuel de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) publié lundi. Ce nombre ne tient pas compte des Ukrainiens qui ont droit à une protection temporaire.

La France reste cependant loin derrière l'Allemagne qui comptait plus de 1,2 million de réfugiés contre 500 000 en France en 2021. Le nombre de réfugiés par habitant dans notre pays reste par ailleurs assez faible par rapport à d'autres pays européens comme la Suède qui accueillait 240 000 réfugiés pour une population de 10 millions d'habitants en 2021.

### Moins de six demandeurs d'asile sur 10 déboutés

La France a retrouvé le niveau d'avant la crise sanitaire avec 131 254 demandes d'asile en 2022. Le taux de protection augmente, ce qui contredit la thèse d'un détournement du droit d'asile



La hausse du taux de protection contredit la thèse d'un détournement du droit d'asile alimentant de plus en plus une immigration clandestine. Photo Sipa/Florence Durand

alimentant de plus en plus une immigration clandestine. Ce taux s'élevait à 41,4 % en 2022, contre 38,9 % en 2020. Moins de six demandeurs d'asile sur 10 sont déboutés. Les autres sont protégés car ils sont victimes de persécutions ou ils fuient une guerre ou une dictature.

Les Afghans restent les plus nombreux à demander l'asile (17 950 en 2022) et la tendance s'est encore accentuée depuis le retour au pouvoir des talibans.

### Une hausse du nombre de Russes

L'asile a été accordé à 56 276 réfugiés, dont un quart d'Afghans. Peu d'Ukrainiens demandent l'asile. La guerre en Ukraine a surtout entraîné une hausse du nombre de Russes : 2 617 ont demandé une protection en raison de leur opposition au conflit ou de leur refus d'être mobilisés dans l'armée.

• Luc Chaillot

## Justice

## Éric Dupond-Moretti défend sa loi à l'Assemblée nationale

Dans un contexte politique compliqué, l'Assemblée nationale a entamé lundi l'examen du projet de loi de programmation de la Justice d'Éric Dupond-Moretti.

Jusqu'au 11 juillet, le garde des Sceaux défendra, dans l'hémicycle, deux textes :

► La programmation budgétaire 2023-2027 de son ministère. Le ministre promet en cinq ans une hausse « inédite » du budget, établi à près de 11 milliards d'euros en 2027, contre 9,6 milliards aujourd'hui, et l'embauche de 10 000 personnes.

► Un volet « organique » sur le statut des magistrats. Ces textes s'annonçaient plutôt consensuels mais ils ont pris un tour

polémique avec les émeutes urbaines et leur sanction ainsi que la grève des greffiers, lundi pour réclamer davantage de moyens et de considération.

Confronté à la colère des greffiers, Éric Dupond-Moretti a insisté sur sa volonté de « conciliation » et sur les 1 500 postes de greffiers supplémentaires promis.

### « Atteinte à la vie privée »

Le projet de loi autorise aussi le gouvernement à réécrire par ordonnance le code de procédure pénale, dont beaucoup soulignent la complexité actuelle. Le chantier doit durer plusieurs mois et le ministre s'est engagé à ce que le nouveau code n'entre pas en vigueur

avant d'avoir été ratifié au Parlement. Le très large article 3 du projet de loi fait en particulier controverse, avec sa batterie de mesures dont l'extension du recours aux perquisitions de nuit.

Point le plus décrié par la gauche, cet article permet d'activer à distance les téléphones portables et objets connectés de personnes visées dans des enquêtes et pour terrorisme, délinquance et criminalité organisées, afin de capter images et son.

Des avocats et défenseurs des libertés publiques sont déjà montés au créneau contre une « atteinte à la vie privée ». La disposition devrait toutefois passer avec le soutien de la droite et de l'extrême droite.

## Union européenne

## Une Espagne en campagne électorale aux manettes de l'UE

Comme la France l'année dernière, l'Espagne a pris ce lundi la présidence de l'Union européenne à quelques semaines seulement d'élections législatives anticipées. Avec des priorités qui ne plairont pas toutes à Paris.

La présidente de la Commission européenne est naturellement restée très diplomatique : « Je fais confiance au gouvernement et institutions espagnols, quel que soit le résultat des élections », a déclaré Ursula von der Leyen lundi à Madrid, où elle inaugurait la présidence de l'UE pour six mois.

Il n'empêche, la campagne électorale des législatives du 23 juillet a déjà bousculé le calendrier. La traditionnelle visite de la Commission avait été retardée et la venue de la présidente du Parlement européen à Madrid ainsi que l'intervention du chef du gouvernement espagnol à Strasbourg ont été reportées après le scrutin.

Le résultat d'une pression des conservateurs européens qui ne veulent surtout pas aider le socialiste Pedro Sanchez face à leur collègue du Parti populaire, Alberto Nunez Feijoo.

### Des migrants... au Mercosur

L'Europe est cependant assez absente du débat en Espagne - faute de divergences. « Les sondages d'opinion, les uns après les autres, montrent une adhésion très élevée des citoyens espagnols à l'Union européenne, constate l'ancienne ministre (PSOE) Arancha Gonzalez, désormais à Sciences Po Paris. Le seul parti qui a montré quelques velléités contre l'Europe, c'est Vox, plus proche du PiSpotolana ou du hongrois Orbán. Mais cela reste marginal par rapport au centre de gravité espagnol. »

Les thèmes de la présidence espagnole, présentés lundi par Pedro Sanchez, sont sans surprise : l'Ukraine, la transition



Ursula von der Leyen et Pedro Sanchez, lundi à Madrid.

Photo Sipa/Bernat Armangue

écologique, les migrations... Sur ce dernier point, l'Espagne veut, en compagnie de l'Italie et de la France, développer un « partenariat » avec les pays de la Méditerranée sur le modèle de l'accord en négociation avec la Tunisie : un milliard d'euros de crédit en échange d'une retenue des migrants voulant rejoindre l'UE.

La France sera cependant en difficulté sur la quatrième (et classique) priorité de l'Espagne, l'Amérique latine, qui passe par des accords commerciaux avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) que le gouvernement français refuse en défense de ses agriculteurs.

### Le ton des Européennes

Toute l'Europe politique aura en tout cas les yeux tournés vers l'Espagne, le soir du 23 juillet. Une victoire du Parti populaire confirmerait le glissement à droite du continent comme récemment en Italie, en Suède, en Finlande et en Grèce, surtout si la majorité dépend d'une alliance avec l'extrême droite de Vox. En revanche, le maintien d'une alliance de gauche au pouvoir montrerait qu'à moins d'un an des élections européennes, rien n'est joué.

• Francis Brochet

### Guerre en Ukraine • Kiev revendique de légers gains après des combats « difficiles »

L'Ukraine a assuré lundi avoir repris 37 km dans l'est et le sud du pays au cours des sept derniers jours, après une semaine « difficile » dans le cadre de sa contre-offensive. « L'ennemi résiste fortement, un duel très rude est en cours », a souligné la vice-ministre de la Défense ukrainienne de la défense Hanna Maliar. Moscou a construit des lignes défensives à base de tranchées et de champs de mines.

### Cisjordanie • Neuf Palestiniens tués lors d'une opération de l'armée israélienne

Neuf Palestiniens ont été tués lundi à Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée, lors d'une vaste opération de l'armée israélienne qui a mobilisé des centaines de soldats et fait notamment usage de drones.

### Sénégal • Le président Macky Sall annonce qu'il ne se représentera pas pour un troisième mandat

Le président sénégalais Macky Sall, élu en 2012 puis réélu en 2019, a annoncé lundi soir qu'il ne sera pas candidat à un troisième mandat lors de la présidentielle de février 2024, au moment où le Sénégal connaît de fortes tensions.